



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélemy

Saint-Barthélemy, le 23 septembre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES DE CLERE**

La Paguerie- La Brardiere  
49560 Cléré-Sur-Layon

Références : [2024-0676-Rapport\\_Inspection\\_Cléré-Layon](#)  
Code AIOT : 0006300376

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2024 dans l'établissement CARRIERES DE CLERE implanté La Paguerie - La Brardiere 49560 Cléré-sur-Layon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES DE CLERE
- La Paguerie- La Brardiere 49560 Cléré-sur-Layon
- Code AIOT : 0006300376
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral du 07 août 2008 pour une durée de 30 ans, telle que définie dans l'arrêté préfectoral initial du 23 novembre 1999, soit jusqu'en 2029. Il s'agit d'une carrière à ciel ouvert de roches massives (diorites et schistes) et de ses installations connexes situées à Cléré-sur-Layon. L'autorisation porte sur une surface de près de 80 ha dont environ 60 ha d'extraction pour une production maximale de 850 000 t/an.

Une des particularités du site relève de sa traversée par le Layon dont le cours a été modifié et remodelé dans le cadre de l'autorisation d'exploiter la carrière.

Il est à noter qu'une demande d'autorisation relative au renouvellement et à l'extension de la carrière sera déposée par l'exploitant à la préfecture du Maine et Loire d'ici fin septembre 2024.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan	Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 2.4.8.	Demande d'action corrective	1 mois
2	rejets d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.2.2.1.	Demande d'action corrective	5 jours
8	Plan circuit eau	Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.2.5.	Demande d'action corrective	1 mois
9	Prélèvements en eau et AM sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 (I - II )	Demande d'action corrective	2 mois
11	prélèvement eau	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.2.2.2.	Sans objet
4	rejets d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.2.2.2.	Sans objet
5	rejets d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.2.2.2.	Sans objet
6	Autosurveillance suivi qualité des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.2.4.	Sans objet
7	Autosurveillance – contrôle niveau des eaux dans les puits	Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.2.4	Sans objet
10	prélèvements eau et AM sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4 (I et III)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour répondre notamment à l'AM sécheresse et à ses articles 1 (I-II) et 4 (I et III), il est nécessaire de connaître les volumes d'eau prélevés, et consommés associés à chaque milieu de prélèvement. A ce jour, l'exploitant ne peut répondre à ces prescriptions réglementaires car son exploitation n'est pas dotée de dispositifs de comptages des volumes d'eau prélevés. L'actuelle autorisation est valide jusqu'au 2029. L'inspection note que l'exploitant indique déposer d'ici fin septembre 2024 auprès de l'inspection, un dossier de demande de renouvellement et d'extension de la carrière qui conduira à la définition de prescriptions réglementaires relatives aux prélèvements des eaux d'exhaure, leurs milieux d'origine, leurs volumes, leurs usages et à la mise en place de dispositifs de mesures des eaux prélevées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 2.4.8.
<b>Thème(s) :</b> Autre, plan topographique
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan d'échelle minimale de 1/2500° de l'exploitation, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et doit indiquer explicitement : <ul style="list-style-type: none"><li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,</li><li>• l'emplacement des bornes (y compris celle de nivellement),</li><li>• les bords de fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts de taille,</li><li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, et des niveaux d'exploitation définis en niveau NGF.</li><li>• la position des ouvrages voisins dont l'intégrité conditionne le respect d'une distance de sécurité et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li></ul> Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan : <ul style="list-style-type: none"><li>• les zones en cours d'exploitation,</li><li>• les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement effectué,</li><li>• les zones exploitées en cours de réaménagement,</li><li>• les futures zones à exploiter,</li><li>• la localisation des installations (bassins,...) et des stockages,</li><li>• la localisation des positions du Layon (position effective, position initiale, position finale).</li></ul>
<b>Constats :</b> Avant la visite, à la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection, le plan topographique mis à jour en janvier 2024. Le plan n'est pas complet et la légende non exhaustive ne permet pas la compréhension du plan. Sur le plan, manquent notamment la bande des 50 mètres, l'identification du puisard en zone en eau. Les zones réaménagées ne sont pas identifiées (dont la principale à l'est de la carrière) et la nature du réaménagement n'est pas indiquée. Dans la légende, manquent notamment le bornage, le code couleur correspondant à l'avancement de l'exploitation des fronts de taille, la limite de propriété (contrat de forage et propriété privée). La prescription n'est pas respectée.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Au vu de ce constat, il est demandé à l'exploitant de compléter le plan et la légende et transmettre le document modifié à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : rejets d'eau dans le milieu naturel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.2.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux de procédés des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées (3 bassins : décantation puis clarification). Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu. Les eaux de procédés ne sont pas mélangées avec les eaux d'exhaure rejetées.
<b>Constats :</b> Les trois bassins de décantation et le bassin de clarification sont situés respectivement dans un espace clos, grillagé et fermé afin de prévenir le risque de noyade. Lors de la visite, l'inspection a constaté une fuite des eaux provenant du bassin-réservoir d'eau situé entre les bassins de décantation et le bassin de clarification. La fuite de ces eaux a pour conséquence d'engorger le chemin adjacent au bassin d'appoint d'eau. Par ailleurs, à l'intérieur de l'enceinte des bassins, un écran végétal dense ne permet pas d'accéder facilement au troisième bassin de décantation. <u>Observation :</u> L'inspection demande à l'exploitant d'entretenir les espaces aux alentours des bassins afin de permettre leur accès.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Au vu des constats réalisés sur site, l'inspection demande à l'exploitant de remédier à la fuite d'eau provenant du bassin d'appoint d'eau afin de stopper les pertes des eaux et d'assurer la sécurité du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 5 jours

## N° 3 : Eaux rejetées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.2.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales, eaux de nettoyage et eaux usées)
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout rejet direct ou indirect dans une nappe souterraine est interdit. I - Sans préjudice des conventions de déversement dans le réseau public (article L. 35-8 du code de la santé publique), les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

PARAMÈTRES	CARACTÉRISTIQUES	NORME
pH	5,5 < pH < 8,5	
Température	< 25 °C	
Matières en suspension totales (MEST)	< 35 mg/l	NF T 90 105
Demande chimique en oxygène (DCO) sur effluent non décanté	< 40 mg/l	NF T 90 101
Hydrocarbures	< 10 mg/l	NF T 90 114

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange selon la norme NF T 90-034, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Le suivi qualitatif des rejets portera également sur les concentrations en sulfates (SO<sub>4</sub>) et en magnésium (Mg) et sur la conductivité.

**Constats :**

Avant la visite, à la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection les résultats d'analyse des paramètres pour les années 2023 et 2024.

Les rapports d'analyses transmises par l'exploitant n'appellent pas d'observations particulières de l'inspection. L'exploitant respecte cette prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : rejets d'eau dans le milieu naturel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.2.2.2.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales, eaux de nettoyage et eaux usées)

**Prescription contrôlée :**

Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit muni d'un totalisateur, et d'un dispositif de prélèvement.

La quantité des eaux rejetées doit faire l'objet d'un suivi périodique mensuel.

**Constats :**

Avant la visite, à la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection le registre sur les volumes d'eau rejetés pour les mois de l'année 2023 et 2024 (janvier à août). Les valeurs mensuelles et cumulées sont consignées. Pour 2023, le volume d'eau total rejeté est de 389 230 m<sup>3</sup>.

Les registres consultés n'appellent pas de remarques par l'inspection. L'exploitant respecte cette prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : rejets d'eau dans le milieu naturel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.2.2.2.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales, eaux de nettoyage et eaux usées)

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux de ruissellement issues de la plate-forme technique sont dirigées vers le bassin de décantation des eaux de lavage de roues. Après passage dans un dispositif de déshuilage, le trop plein de ce bassin est dirigé vers le Layon.</p> <p>Les eaux d'exhaure et de ruissellement sont collectées dans un puisard en fond de fouille. Ces eaux sont dirigées vers un bassin de décantation (palier n°4) d'au moins 1500 m<sup>2</sup> (3000 m<sup>3</sup>) puis vers un bassin de clarification d'au moins 400 m<sup>2</sup> (1250 m<sup>3</sup>) avant rejet par surverse vers le Layon. Le débit maximum de rejet d'exhaure est au plus égal à 80 m<sup>3</sup>/h et se fera par un dispositif si-phoïde permettant de retenir les surnageants et en particulier les hydrocarbures.</p> <p>Les eaux de ruissellement de la zone de malaxage et de stockage des produits finis transite par un bassin de décantation d'au moins 500 m<sup>2</sup> avant rejet vers le Layon.</p> <p>Un fossé assurant la collecte des eaux de ruissellement issues de la piste d'accès (entre piste et Layon) est réalisé.</p> <p>L'ensemble des eaux collectées et rejetées dans le Layon fait l'objet d'une décantation et est débarrassé des hydrocarbures au travers d'équipement adaptés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Avant la visite, à la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection les résultats du suivi du débit de rejet des eaux d'exhaure.</p> <p>Pour 2023, le débit moyen mensuel rejeté a été de 44 m<sup>3</sup>/heure, inférieur au débit maximum autorisé de 80 m<sup>3</sup>/heure. L'exploitant respecte cette prescription.</p> <p>Les eaux d'exhaure, collectées dans le puisard en fond de fouille, sont dirigées vers un premier bassin de décantation à proximité des installations primaires.</p> <p>Lors de la visite, il est constaté la présence d'une végétation dense aux abords du bassin de décantation qui empêche son accès. Il est aussi constaté un manque d'entretien des abords de la citerne d'eau utilisée pour l'aspersion de l'installation primaire. L'exploitant explique l'origine de la présence de la masse végétale par les nombreux épisodes pluvieux des dernières semaines.</p> <p><u>Observation :</u></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de débroussailler les abords du bassin de décantation situé à proximité de l'installation primaire ainsi qu'autour de la citerne d'aspersion afin d'assurer leur accès.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Autosurveillance suivi qualité des eaux rejetées

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.2.4.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de mettre en place un programme de surveillance de la qualité des eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel.</p> <p>La fréquence des analyses est a minima semestrielle.</p> <p>Les paramètres mesurés sont au minimum ceux listés à l'article 3.2.2 du présent arrêté ainsi que le débit et la modification de la couleur du milieu récepteur.</p> <p>Les résultats sont consignés dans un registre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Avant la visite, à la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection les résultats d'analyse des suivis des eaux de rejet en amont et en aval du Layon pour les années de 2022 à 2024. Lors de la visite, le point de suivi en aval du Layon a fait l'objet d'un contrôle visuel. Les rapports transmis par l'exploitant n'appellent pas de remarques.</p>

L'exploitant respecte cette prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Autosurveillance – contrôle niveau des eaux dans les puits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.2.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, contrôle niveau des eaux dans les puits
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant procède annuellement en été à un contrôle du niveau des eaux dans les puits situés dans un rayon de 200 mètres autour de l'excavation sous réserve de l'accord des propriétaires. En cas d'abaissement du niveau imputable à l'activité de la carrière, il prendra les dispositions nécessaires pour assurer l'approvisionnement en eau des propriétés concernées.
<b>Constats :</b> Avant la visite, à la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection les résultats des contrôles du niveau des eaux pour les 3 puits situés dans un rayon de 200 mètres de la carrière pour 2022 à 2024. Les résultats des suivis transmis par l'exploitant n'appellent pas de remarques particulières. L'exploitant respecte cette prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Plan circuit eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.2.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan circuit de l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan ou schéma présentant les circuits des eaux dans l'installation sera établi et tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce document permettra d'identifier jusqu'au point de rejet, les différents équipements présents (point de prélèvement, décanteur, deshuileur-débourbeur, aire de collecte spécifique, fossé ou égout de collecte, point de rejet, équipement de mesure présent) sur : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le circuit des eaux prélevées (exhaures et autres) ;</li> <li>- le circuit des eaux pluviales (collectées, ruissellement) ;</li> <li>- le circuit des eaux industrielles (de procédés).</li> </ul>
<b>Constats :</b> Avant la visite, à la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis un plan correspondant à un orthophotoplan sur lequel sont mentionnés les principaux déplacements des eaux d'exhaure . Sur ce plan, les pompes, les points de rejets ne sont pas identifiés et les sens des écoulements de l'eau ne sont pas tous indiqués. Le circuit fermé des eaux du process n'apparaît pas de façon distincte. La légende n'est pas complète et n'est pas exhaustive. Lors de la visite, l'exploitant expose à l'inspection, un schéma synoptique de la gestion de l'eau, indiquant avoir élaboré ce document suite à la parution de l'AM sécheresse du 30 juin 2023.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection demande à l'exploitant de compléter l'orthophotoplan et sa légende en tenant compte des remarques formulées lors de la visite, pour répondre à la prescription réglementaire. La légende du schéma synoptique présentée en séance doit être complétée et correspondre aux éléments présentés dans le schéma. Elle doit notamment indiquer les compteurs et le cas échéant, les délais prévus de leur installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective



<b>Proposition de délais : 1 mois</b>
---------------------------------------

**N° 9 : Prélèvements en eau et AM sécheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 (I - II )
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mesures de restriction en période de sécheresse portant sur le prélèvement
--

**Prescription contrôlée :**

I le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.

II au sens du présent arrêté, on entend par

-prélèvement d'eau : les prélèvements, en mètres cubes par jour, effectués dans le réseau d'adduction (eau potable), éventuellement dans d'autres réseaux et dans le milieu naturel (eaux superficielles ou eaux souterraines), à l'exclusion des prélèvements en milieu marin, de la récupération d'eaux de pluie en vue de leur réutilisation et des eaux réutilisées ;

- eaux d'exhaure : eaux prélevées lors d'un drainage réalisé en vue de maintenir à sec des bâtiments ou des ouvrages, ou de rabattre une nappe phréatique conformément à une prescription administrative. Elles correspondent aux eaux issues d'une exsurgence, d'une remontée ou d'un affleurement de nappe souterraine et aux eaux issues des précipitations atmosphériques ; »

**Constats :**

Au vu des résultats du suivi des volumes d'eau d'exhaure rejetés en 2023, 389 230 m<sup>3</sup> ont été rejetés dans le Layon. Par ailleurs, lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique prélever 64 m<sup>3</sup>/an dans le réseau AEP et estime à 50 000 m<sup>3</sup> le volume des eaux d'exhaure prélevées annuellement pour les usages de l'exploitation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de démontrer que son prélèvement total annuel est inférieur à 10 000 m<sup>3</sup>/an. Si le prélèvement total annuel est supérieur à 10 000 m<sup>3</sup>, il est soumis à l'AM sécheresse et doit respecter les prescriptions correspondantes.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
--

<b>Proposition de délais :</b> 2 mois
---------------------------------------

**N° 10 : prélèvements eau et AM sécheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4 (I et III)
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mesures de restriction en période de sécheresse portant sur le prélèvement
--

**Prescription contrôlée :**

I L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées

1°la liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées ;

- ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres

<p>cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur.</p> <p>- des synthèses trimestrielles et annuelles des informations ci-dessus ;</p> <p>6° la liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.</p> <p>III L'exploitant établit les éléments des installations mentionnées aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'échange avec l'inspection, l'exploitant indique que son exploitation n'est pas dotée de compteur des volumes d'eau prélevés et qu'il n'est pas capable d'identifier le milieu d'origine des eaux d'exhaure prélevées. Son autorisation actuelle n'intègre aucune prescription relative à la gestion quantitative de l'eau sur son exploitation. Dans ce cadre, s'il est soumis à l'AM sécheresse, il n'est pas en mesure de répondre aux prescriptions des I et III de l'article 4 de ce même arrêté.</p> <p><u>Observation :</u></p> <p>L'inspection acte que l'exploitant va déposer d'ici fin septembre 2024 un dossier de demande d'autorisation pour le renouvellement et l'extension de la carrière, dans lequel sont intégrés les éléments relatifs aux milieux, aux volumes et aux usages des eaux prélevées ainsi que les dispositifs de mesures des volumes prélevés. Des prescriptions réglementaires correspondantes sont prévues.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : prélèvement eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déclaration des prélèvements sur GERP -</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour 2023, l'exploitant n'a pas déclaré les eaux d'exhaure pompées faisant l'objet d'un usage. Il est à rappeler qu'au titre de la déclaration GERP, les volumes d'eaux d'exhaure pompés et directement rejetés dans le milieu naturel sans mélanges ni usages ne sont pas à déclarer car l'eau est simplement « déplacée ».</p> <p>Les eaux d'exhaure pompées et dirigées pour être utilisées pour des usages divers (lavage des matériaux, arrosage des pistes et autres abatages des poussières des installations de traitement) doivent être déclarées comme des volumes d'eaux souterraines prélevés dans le milieu si la totalité du volume prélevé au milieu naturel &gt; 7000 m<sup>3</sup>/an au niveau des données du pompage initial.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit justifier que le volume des eaux prélevées dans le puisard pour les usages de l'exploitation est inférieur à 7 000 m<sup>3</sup>/an. Si le volume de ces prélèvements est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/an, il doit les déclarer sous GERP.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>